

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

n° CCAP/26/05 du 26.01.2026

**ACCORD-CADRE COMPOSITE  
DE FOURNITURES COURANTES  
ET DE SERVICES**

---














**Prestations de Gardiennage  
et de Surveillance à Distance  
des sites  
de la CCI Alsace Eurométropole**

---

Consultation n°2026/CONSU/05 du 26 janvier 2026

**CCI ALSACE EUROMETROPOLE**  
14 rue de la Haye – Schiltigheim  
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de gardiennage et de surveillance à distance des sites de la CCI Alsace Eurométropole
	Type de contrat	<b>Accord-cadre composite</b> défini comme suit :  Composante A : partie ordinaire : Prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire  Composante B : <b>accord-cadre</b> à bons de commande sans minimum et avec maximum : Prestations ponctuelles traitées à prix unitaires
	Nombre de lots	<b>3</b>
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	<b>Avec</b>
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	<b>Avec</b>
	Prix	<b>Prix forfaitaires et prix unitaires</b>
	Variation des prix	<b>Avec</b>
	Avance	<b>Avec</b>

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type et forme de contrat .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	6
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
4.2 - Obligations du titulaire.....	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.8 - Sort des données .....	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	9
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	9
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	9
5 - Durée et délais d'exécution.....	9
5.1 - Durée du contrat .....	9
5.2 - Reconduction .....	9
5.3 - Délais d'exécution .....	10
6 - Prix .....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
6.2 - Modalités de variation des prix.....	10
6.3 - Clause de sauvegarde .....	11
7 - Garanties Financières.....	11
8 - Avance.....	12
9 - Modalités de règlement des comptes .....	12
9.1 - Modalités de règlement des comptes.....	12
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
9.3 - Délai global de paiement.....	13
9.4 - Paiement des cotraitants.....	13
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	14
11 - Développement durable.....	15
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	17
12.1 - Vérifications.....	17
12.2 - Décision après vérification .....	17

13 - Modification du contrat.....	17
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	17
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre.....	17
13.3 - Changement en cours d'exécution de l'accord-cadre .....	17
13.4 - Cas fortuits et force majeure .....	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	18
15 - Pénalités.....	18
15.1 - Pénalités .....	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	18
15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations .....	19
16 - Assurances.....	19
17 - Clause de réexamen.....	19
18 - Résiliation du contrat .....	22
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	22
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	22
19 - Règlement des litiges et langues .....	22
20 - Engagements éthiques et de probité .....	23
21 - Dérogations .....	24

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Prestations de gardiennage et de surveillance à distance des sites de la CCI Alsace Eurométropole.**

Cet accord-cadre est dit « **composite** » dans la mesure où il comporte une partie correspondante à un marché ordinaire et une partie correspondante à un accord-cadre à bons de commande avec maximum.

**Lieux d'exécution** : Bas-Rhin et Haut-Rhin.

Il est conclu un accord-cadre composite alloti en 3 lots géographiques pour les sites suivants :

Lot	N°	Site	Adresse
1	1	CCIAE Schiltigheim	14 rue de la Haye – 67300 Schiltigheim
	2	Hôtel Consulaire Strasbourg	Rue des Serruriers (10 place Gutenberg) – 67081 Strasbourg
	3	Campus Strasbourg	234 avenue de Colmar – 67000 Strasbourg
2	4	Campus Colmar	4 rue du Rhin - 68000 Colmar
	5	Hôtel Consulaire Colmar	1 place de la Gare - 68000 Colmar
3	6	Hôtel Consulaire Mulhouse	8 et 9 rue du 17 novembre – 68100 Mulhouse
	7	Bâtiments 11 et 12	11 et 12 rue du 17 novembre – 68100 Mulhouse
	8	Campus Mulhouse	15 rue des Frères Lumière – 68200 Mulhouse
	9	Business Campus	15 rue des Frères Lumière, Bâtiment A – 68200 Mulhouse

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot	Désignation
1	Sites de Strasbourg
2	Sites de Colmar
3	Sites de Mulhouse

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre composite attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un **accord-cadre composite** avec deux composantes :

✚ **Composante A : partie ordinaire :**

Prestations récurrentes traitées à prix global et forfaitaire

✚ **Composante B : accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum :**

Prestations ponctuelles traitées à prix unitaires :

Il est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique :

Lot	Désignation du lot	Montant Maximum Annuel
1	sites de Strasbourg	7.000 € HT
2	sites de Colmar	10.000 € HT
3	sites de Mulhouse	7.000 € HT

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Pour la Composante B : est exécuté par émission de bons de commande successifs, selon les besoins.

Le bon de commande est le document écrit adressé par le pouvoir adjudicateur au titulaire du marché/accord-cadre ; il précise les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché/accord-cadre,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- les délais de livraison (date de début et de fin),
- les lieux de livraison des prestations,
- le montant du bon de commande,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Aucune fréquence ni quantité minimale ne peut être exigée par le titulaire, aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes qui seraient jugées de faible montant.

L'émission des bons de commande peut uniquement intervenir pendant la durée de validité du présent accord-cadre composite. La durée maximale d'exécution des bons de commande est d'1 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières :
  - La Décomposition du Prix global et Forfaitaire « DPGF » pour la Composante A,
  - Le Bordereau des Prix Unitaires « BPU » pour la Composante B,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ le Mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat,
- ✚ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- ✚ les bons de commande émis au titre du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché/accord-cadre

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est la durée de l'accord-cadre.

### 4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### 4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr)

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Lettre recommandée avec AR.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plateforme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.



#### 4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### 4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre composite est conclu pour une durée de **12 mois** :

**à compter du 1<sup>er</sup> mai 2026 jusqu'au 30 avril 2027.**

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre composite est **reconduit tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **48 mois maximum**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5.3 - Délais d'exécution

**Pour les prestations récurrentes relatives à la Composante A « marché ordinaire »**, les délais d'exécution sont mentionnés au CCTP.

**Pour les prestations ponctuelles relatives à la Composante B « accord-cadre à bons de commande »**, chaque bon de commande indiquera son propre délai d'exécution.

Les commandes pourront être adressées dès notification de l'accord-cadre jusqu'à son dernier jour de validité.

Au terme de l'accord-cadre, les bons de commande ne pourront dépasser un délai raisonnable de validité.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

**Délai d'intervention en cas de déclenchement de l'alarme.** Le délai d'intervention maximal est de 20 minutes. Toutefois, le candidat pourra proposer un délai inférieur et le mentionner au paragraphe prévu dans l'acte d'engagement.

Dans ce cas, les stipulations du présent paragraphe s'appliqueront de droit au délai inférieur proposé, y compris pour l'application des pénalités.

En cas de dépassement du délai d'intervention, le titulaire de l'accord-cadre sera redevable de la pénalité décrite à l'article 15 du présent CCAP.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations de la Composante A sont réglées par application du prix forfaitaire fixé dans le DPGF de chaque lot.

Les prestations de la Composante B sont réglées par des prix unitaires listés au bordereau des prix unitaires de chaque lot.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant les prix unitaires aux quantités commandées. La CCI commandera les quantités qu'elle jugera nécessaire.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché/accord-cadre et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

Les prix concernés seront majorés du montant de la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le bordereau des prix n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à la demande de ce dernier, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre composite sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes et définitifs la première année de l'accord-cadre composite. Ils sont ensuite révisables à la date anniversaire par application aux prix de l'accord-cadre composite d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

**pour les 3 Lots :**

Formules	Prix concernés
<b>Cn = 15.0% + 85.0% (010766602 (n) / 010766602 (o))</b>	tous les prix du DPGF et BPU

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
Tous les lots	010766602	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée

Lors de chaque révision, le coefficient de révision sera appliqué aux prix initiaux de l'accord-cadre composite c'est-à-dire aux prix du DPGF et du BPU remis lors de la remise des offres.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tous autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par un avenant.

Le titulaire devra transmettre à la CCI ALSACE EUROMETROPOLE, par lettre recommandée avec accusé de réception et copie par courriel aux adresses suivantes [a.sardini@grandest.cci.fr](mailto:a.sardini@grandest.cci.fr), [a.thiery@alsace.cci.fr](mailto:a.thiery@alsace.cci.fr), [j.casadebaig@alsace.cci.fr](mailto:j.casadebaig@alsace.cci.fr), un mois avant la date d'entrée en vigueur, un nouveau DPGF et BPU, avec le détail de son calcul du coefficient Cn et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule. Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord express de la CCI.

La CCI s'engage à répondre dans un délai de 15 JOURS à compter de la réception du DPGF et BPU réactualisés.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle de l'accord-cadre.

La CCI est en droit de refuser toute augmentation qui n'aurait pas fait l'objet d'une communication dans les conditions fixées ci-dessus,

### 6.3 - Clause de sauvegarde

Cet article complète l'article 40 du CCAG-FCS,

La CCI se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché/accord-cadre en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3% par rapport aux conditions précédentes.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### Conditions de versement et de remboursement :

#### Pour la Composante A : partie ordinaire

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, pour chaque période, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

#### Pour la Composante B : à bons de commande avec maximum

**Aucune avance ne sera versée.**

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Modalités de règlement des comptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

- ✓ Il sera établi une facture mensuelle à terme échu pour les prestations récurrentes traitées à prix forfaitaires, conformément au DPGF.
- ✓ Il sera établi une facture par bon de commande pour les prestations ponctuelles, après achèvement des prestations et constat du service fait, conformément aux prix indiqués dans le BPU.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002267600196**

- **Numéro d'engagement juridique : n° du Marché/Accord-cadre =** **Lot 1 : 2026/AOO/05.01**

**Lot 2 : 2026/AOO/05.02**

**Lot 3 : 2026/AOO/05.02**

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

La composante B « accord-cadre à bons de commande » du contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 2 heures à compter de la date d'envoi de cette information.

### Récusation :

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si, lors de la réalisation des prestations, la CCI juge que le comportement ou les compétences d'un intervenant ne sont pas conformes aux engagements pris par le Titulaire dans son offre ou ne correspondent pas aux qualifications requises pour la bonne réalisation des prestations objets du présent accord-cadre, la CCI pourra réclamer, par courriel la présentation sous 5 jours ouvrés d'un remplaçant, pour procéder à sa validation.

Ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect caractérisé des clauses du présent CCAP, ou en cas de faute grave caractérisée. Le remplaçant proposé est considéré comme accepté, s'il n'est pas récusé dans un délai de 7 jours ouvrés.

Si la CCI récusé le remplaçant, le titulaire dispose à nouveau de 5 jours ouvrés pour proposer un nouveau remplaçant. D'une manière générale, en cas de remplacement, le Titulaire remplace son personnel par un personnel de compétence et expérience équivalentes, en s'attachant particulièrement à ce que ce remplacement n'ait aucune répercussion sur la qualité du service et sur les délais d'exécution des prestations.

### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### Accès aux locaux et équipements

La CCI AE dote le titulaire des moyens d'accès aux locaux permettant d'effectuer les prestations.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera la personne publique. Il se verra facturer au tarif en vigueur, le remplacement intégral du moyen de fermeture, le nombre de clés nécessaire ainsi que le remplacement des badges d'accès.

En fin de marché/accord-cadre, le titulaire sera tenu de remettre à la personne publique les clés ainsi que les badges d'accès confiés initialement ou en cours d'exécution.

### Comportement du personnel

Le personnel du titulaire ou de l'un de ses sous-traitants doit faire preuve de la plus grande correction.

En aucun cas, il ne doit être accompagné d'enfant, de personne étrangère au site ou d'animaux familiers.

L'ensemble du personnel assurant les prestations, objet du présent marché, doit se conformer aux règles de sécurité en vigueur dans l'établissement.

Le personnel du titulaire ne doit utiliser le téléphone que pour les besoins du service (le coût des appels de type personnel sera multiplié par dix et déduit de la facture).

La personne publique se réserve le droit d'exiger du titulaire, sans versement d'aucune indemnité, le retrait à tout moment ou le remplacement de tout agent qui aura contrevenu aux règles précédemment édictées.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des exigences minimales à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, a minima, les mesures suivantes pour renforcer la performance écologique de ses prestations, pendant toute la durée du marché (accord-cadre composite).

### **Réduction des émissions de gaz à effet de serre**

Le titulaire s'engage à limiter les émissions de gaz à effet de serre générées par l'exécution des prestations, notamment par :

- le recours prioritaire à des véhicules à faibles émissions (électriques, hybrides ou équivalents) pour les déplacements liés à la surveillance physique des sites ;
- à défaut, l'utilisation de véhicules répondant à minima la réglementation applicable et compatibles avec les contraintes locales de circulation ;
- l'optimisation des déplacements, des rondes et des interventions afin de réduire le nombre de kilomètres parcourus.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, à la demande du pouvoir adjudicateur, des moyens de transport utilisés et de l'organisation des déplacements.

### **Sobriété énergétique et équipements techniques**

Dans le cadre de la fourniture, de l'installation et de l'exploitation des équipements de télésurveillance, le titulaire s'engage à :

- Proposer des équipements présentant une consommation énergétique maîtrisée,
- Paramétrer les systèmes de manière à limiter la consommation électrique continue dans la mesure compatible avec la qualité de service attendue,
- Mettre en œuvre des dispositifs et paramétrages visant à réduire les déclenchements intempestifs et, par conséquent, les interventions inutiles.

### **Gestion responsable des matériels et équipements**

Le titulaire s'engage à :

- Privilégier des équipements durables et réparables ,
- Limiter le remplacement des matériels lorsque la réparation est techniquement possible et économiquement pertinente au regard de la continuité de service,
- Assurer la reprise et l'élimination des équipements en fin de vie dans des filières de traitement agréées, conformément à la réglementation en vigueur.

### **Gestion des consommables et des déchets**

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire devra :

- Limiter l'utilisation de consommables à usage unique,
- Privilégier l'utilisation de consommables à longue durée de vie, rechargeables ou réutilisables (piles/batteries/consommables équivalents selon les besoins techniques),
- Assurer le tri et l'évacuation des déchets générés par ses interventions, via des filières appropriées.

### **Dématérialisation et outils numériques**

Le titulaire s'engage à privilégier l'utilisation d'outils numériques permettant :

- la traçabilité des prestations,
- le suivi en temps réel,
- la limitation des impressions papier.

### **Sensibilisation et formation**

Le titulaire veille à sensibiliser et former les agents affectés au marché aux bonnes pratiques environnementales, notamment en matière :

- d'écoconduite,
- de réduction des consommations énergétiques des équipements,
- de gestion et de tri des déchets
- d'utilisation optimale des technologies de surveillance à distance.

### **Indicateurs de suivi**

Le titulaire établit un bilan annuel simplifié des actions environnementales mises en œuvre dans le cadre du marché.

Ce bilan porte notamment sur :

- les types de véhicules utilisés pour l'exécution des prestations (organisation, optimisation),
- les actions mises en œuvre pour la réduction des déplacements,
- les équipements de télésurveillance à consommation maîtrisée installés/exploités et les paramétrages mis en place,
- les actions de formation et de sensibilisation du personnel.

Le titulaire s'engage à transmettre ce rapport au pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de trente jours à compter de la demande de ce dernier.

### **Justificatifs**

Le titulaire doit pouvoir présenter, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout élément justificatif attestant du respect des engagements prévus au présent article, notamment (liste non exhaustive) : liste des véhicules mobilisés, justificatifs de catégories/énergie, éléments de suivi des déplacements, fiches techniques des équipements, preuves de reprise/traitement en filières agréées, bordereaux/attestations, supports et attestations de formation, ou documents équivalents.

### **Obligation de moyens**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux définis au présent article. En cas de non-respect des engagements, le pouvoir adjudicateur pourra demander la mise en place de mesures correctives adaptées, ou, le cas échéant, appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.



## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 13 - Modification du contrat

### 13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

### 13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution de l'accord-cadre

Le transfert à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché/accord-cadre est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché/accord-cadre au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché/accord-cadre, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### 13.3 - Changement en cours d'exécution de l'accord-cadre

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### 13.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché/accord-cadre, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent accord-cadre.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché/accord-cadre pour la Composante A ou du bon de commande pour la Composante B.

Les pénalités de retard sont cumulables entre elles et sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.1 - Pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Interruption de fonctionnement ou de service (retard dans la prise de poste, abandon de poste...)	Forfaitaire	50,00 €	50 € par constat et/ou heure d'absence ou de retard
Absence de fermeture ou de mise sous alarme	Forfaitaire	50,00 €	50 € par constat
Dépassement du délai d'intervention en cas de déclenchement de l'alarme	Forfaitaire	50,00 €	50 € par constat
Méconnaissance des consignes ou non-respect des consignes	Forfaitaire	20,00 €	20 € par manquement constaté
Non tenue à jour des documents	Journalière	20,00 €	20 € par jour et par document
Non port de la tenue vestimentaire réglementaire	Forfaitaire	20,00 €	20 € par constat
Remise du bilan annuel simplifié des actions environnementales	Journalière	20,00 €	Le titulaire s'engage à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, le bilan annuel simplifié des actions environnementales, dans un délai de 30 jours à compter de la demande. En cas de non-remise dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 20 € par jour calendaire de retard jusqu'à remise effective du document.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'Acheteur pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8<sup>ème</sup> jour au 14<sup>ème</sup> jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15<sup>ème</sup> jour au 21<sup>ème</sup> jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## 17 - Clause de réexamen

**Conformément aux articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.**

### 1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
  - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
  - grèves affectant la disponibilité des ressources humaines,
  - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
  - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification ou disparition d'indice de variation des prix** utilisé pour la révision tarifaire.
- **Ajout de prestations** en cas de nécessité d'exécuter des prestations non prévues au marché initial (prestations additionnelles), le recours à cette clause est strictement limité aux seuls cas où : les prestations ajoutées sont indispensables à la bonne exécution du marché, en raison d'un événement imprévu ou d'une évolution non prévisible lors de la passation,
- **Disparition d'une référence** en cas de disparition ou d'indisponibilité d'une référence utilisée pour l'exécution du marché (indice, norme, protocole, logiciel ou tout élément contractuel de référence), le titulaire doit la remplacer par une référence équivalente, assurant la continuité et la qualité des prestations, sans impact financier ni modification substantielle du marché.
- **Modification des volumes ou périmètres** : uniquement lorsqu'elles résultent de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elles ne dénaturent pas le marché. Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.

- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

## 2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
  - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen,
  - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés,
  - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.),
  - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières.
- Le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.
- À défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

## 3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

## 4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans préjudice des recours contentieux ou des dispositions spécifiques du CCAP.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

## 5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement sur les prix contractuels initialement prévus au marché.

Lorsque les prix contractuels ne permettent pas de déterminer de manière pertinente les adaptations financières nécessaires, une méthode alternative de valorisation peut être utilisée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :

- Les adaptations financières doivent être strictement limitées aux besoins nécessaires à la continuité du service, sans modification de la nature globale des prestations.

- Le titulaire doit fournir un dossier détaillé justifiant :
  - l'impossibilité avérée d'utiliser les prix contractuels,
  - la méthode de calcul proposée,
  - les éléments constitutifs du coût (charges directes, charges indirectes, temps mobilisé, moyens spécifiques rendus nécessaires par la circonstance imprévue),
  - toute pièce permettant de vérifier le caractère raisonnable et proportionné de la demande.

## **6. Dispositions relatives aux groupements**

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

### **6.1. Groupement solidaire**

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

### **6.2. Groupement conjoint**

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

### **6.3. Groupement conjoint solidaire**

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

### **6.4. Dispositions communes**

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
  - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
  - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,

- que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.
- Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.
- Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cadre d'un accord-cadre composite avec une partie forfaitaire et une partie à bons de commande sans minimum mais avec un maximum, en cas de résiliation :

Le titulaire peut prétendre à une indemnisation sur la partie forfaitaire, correspondant aux prestations non exécutées et aux dépenses engagées utiles dans les conditions du CCAG.

En revanche, il ne peut pas prétendre à une indemnisation pour le manque à gagner sur la partie à bons de commande, faute d'engagement minimum, même si un montant maximum est fixé.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Engagements éthiques et de probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe

### Engagements éthiques et de probité

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique définis à l'article L3 du Code de la commande publique, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L.2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

### Obligation de signalement

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

### Sanctions en cas de manquement à la probité

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

### Clause de coopération avec les autorités

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

## 21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services